

Shava, Margaret Wambui Ngugi (Kenya)

[Original : anglais]

Curriculum vitae

Biographie résumée

<i>Éducation</i>	maîtrise (études démocratiques) ; baccalauréat en droit (LLB) avec mention ; diplôme en droit international public de la Kenya School of Law (KSL), diplôme de Certified Public Secretary (CPS), médiateur certifié.
<i>Expérience</i>	27 ans.
<i>Nationalité</i>	kenyane.
<i>Langues</i>	anglais, kiswahili, français, langues locales.

Aperçu de l'expérience professionnelle

- Gestionnaire de haut niveau ayant exercé la profession d'avocat, des postes dans le secteur privé, ainsi que des responsabilités au sein des Nations Unies, d'une ONG internationale et du secteur public.
- Exercice d'importantes responsabilités financières et budgétaires en matière de collecte de fonds et de gestion de programmes.
- Participation à des décisions du niveau du conseil d'administration dans des domaines touchant au budget, aux finances, à l'administration, à l'audit, à l'évaluation des risques et à la gouvernance.

Actuellement membre du conseil d'administration ou d'une structure de contrôle de/du/de la :

- TOTAL Kenya PLC (groupe international spécialisé dans la commercialisation des hydrocarbures),
- Cour pénale internationale,
- Jockey Club of Kenya (organisme de réglementation des activités hippiques),
- Entreprises familiales dans divers secteurs d'activité (immobilier, commerce et agriculture),
- Comité consultatif d'une Église.

Principales compétences

- gestion,
- droit commercial,
- gouvernance d'entreprise,
- médiation,
- planification stratégique,
- communication.

Expérience récente

Janvier 2015 jusqu'à aujourd'hui

Propriétaire d'un cabinet d'avocats

spécialisée en droit commercial et en droit des actes translatifs de propriété disposant de connaissances spécifiques dans le domaine des activités extractives, du pétrole et du gaz, du droit de la concurrence et de la planification successorale ; conseillère juridique dans le domaine des activités hippiques, de l'aéronautique et de l'environnement.

Septembre 2013 jusqu'à aujourd'hui

Consultante indépendante

Membre du Comité du budget et des finances et présidente du Comité d'audit de la Cour pénale internationale à La Haye ; à ce titre, ses fonctions consistent essentiellement à prodiguer des conseils d'expert relatifs à un budget d'environ 145 millions d'EUR à l'Assemblée des États parties.

Conseillère spécialisée auprès de Humanitarian Dialogue : une organisation vouée à la médiation et basée en Suisse.

Membre du groupe d'experts recrutés en février 2017 par UN Women, Colombie, pour prodiguer des conseils sur la mise en œuvre du système intégré de justice transitionnelle avec prise en compte des besoins particuliers des femmes et des minorités. A participé à des réunions de haut niveau et formulé des recommandations ayant eu un impact sur le processus.

Nommée par le Secrétaire général du Commonwealth membre du groupe d'observateurs dit « Eminent Persons Observer Group » chargé de superviser les élections de 2015 en République de Tanzanie.

A donné plusieurs conférences et participé à divers projets de recherche. A animé des ateliers notamment dans le cadre de l'initiative Nansen (Genève) sur le changement climatique et les mouvements de personnes.

Carrière professionnelle

Plus de 27 ans d'expérience professionnelle en matière de droit, de gestion, de consultations juridiques, d'initiatives de paix et de justice transitionnelle. Ladite expérience a été acquise dans le cadre d'un travail en qualité d'avocate, de fonctionnaire et de responsable dans divers secteurs d'activité ainsi que dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et d'ONG nationales et internationales. Parmi les principaux domaines de compétence, il convient de citer le droit des sociétés et le droit commercial, la gouvernance, le pétrole et le gaz, les droits de l'homme, le droit international des réfugiés et l'égalité des sexes.

A été admise comme avocate près la Cour suprême du Kenya après avoir effectué un stage dans un des principaux cabinets kenyans. Plusieurs années d'expérience dans l'une des entreprises les plus importantes du pays en qualité d'assistante de la secrétaire générale (dont elle assumait certaines fonctions en l'absence de l'intéressée). A pratiqué le droit des actes translatifs de propriété et le droit commercial dans un gros cabinet d'avocats de Nairobi où elle était pressentie comme associée au moment où elle a décidé de prendre un congé sabbatique de deux ans aux États-Unis. A renforcé ses connaissances spécialisées en gouvernance d'entreprise et en gestion des ressources humaines auprès d'un gros cabinet-conseil de Nairobi avant d'ouvrir le sien.

A étoffé son expérience en matière de formation, de recherche, de rédaction et de renforcement des compétences en effectuant des missions d'audit auprès de diverses ONG spécialisées dans la protection des droits de l'homme. A animé des ateliers d'éducation civique pour le compte de l'Institute for Education in Democracy. A rédigé des documents d'orientation destinés notamment à l'Education Centre for Women in Democracy. A exercé des fonctions d'observateur pour FIDA-Kenya, une ONG au service des femmes jouissant du statut d'observateur aux Nations Unies, dans le cadre des élections générales tenues au Kenya en 1997. A présidé Young Career Women (Kenya), une organisation affiliée à la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales et – à ce titre – dirigé des initiatives en matière de planification stratégique de l'autofinancement des programmes de l'organisation et élargi le programme d'éducation des filles méritantes de familles pauvres. A participé à des conférences et des ateliers locaux et internationaux. Est intervenue en qualité d'orateur principal lors de la Journée de la femme organisée par l'université catholique d'Afrique de l'Est en 2001. Ancienne élève de l'African Women's Leadership Institute disposant de connaissances spécialisées dans des domaines tels que le féminisme, la planification stratégique et la gestion de projets. Présidente du chapitre kenyan de Women in Law and Development in Africa (Kenya) : une organisation panafricaine de défense des droits des femmes ; a pris en cette qualité des initiatives organisationnelles capitales pour l'élaboration et l'adoption de la Loi kenyane sur les infractions sexuelles : un instrument tenant une part essentielle dans la réforme législative en cours au Kenya. Affectée par le procureur général au groupe de travail chargé de suivre la mise en œuvre de ladite loi.

En qualité de cosecraire nommée par la Cour suprême du Kenya, s'est acquittée de sa mission consistant à organiser et à superviser les élections du National Council of Women of Kenya – l'organisation fédérant les ONG vouées à la défense des droits des femmes au Kenya – en tirant parti de ses talents de médiatrice pour concilier les positions antagonistes des différentes factions.

A acquis une vaste expérience au sein du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à la fois au Kenya et à l'étranger. A travaillé pour cette organisation en qualité de juriste chargé de déterminer le statut des réfugiés, d'assistante principale chargée de la protection et de formatrice/animatrice d'ateliers consacrés aux violences sexistes et sexuelles et au droit international des réfugiés. A mené deux

missions sur place pour le compte du Haut-Commissariat au Soudan en qualité de consultante internationale ; a été sélectionnée par le siège du Haut-Commissariat à Genève comme cheffe au Gedaref de l'équipe chargée de déterminer le statut d'Éthiopiens, puis d'Érythréens, sollicitant le statut de réfugié en vertu de la clause de cessation applicable lorsque les circonstances ont cessé d'exister.

A obtenu une note brillante pour sa thèse de maîtrise consacrée à l'ethnicité et la démocratie au Kenya.

A rejoint International Alert, une ONG de taille moyenne vouée à la recherche de la paix, basée à Londres et exerçant des activités dans le monde entier. A été nommée dans ce cadre responsable du programme régional pour la zone des Grands Lacs africains. A facilité la transition du Forum AMANI – le forum parlementaire des Grands Lacs pour la paix – d'un simple programme d'Alert en une organisation régionale à part entière couvrant le Rwanda, le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, la Zambie et la RDC. A élaboré et coordonné le réseau RAN d'analystes régionaux et lancé les premiers projets de recherche de cette structure consacrés à l'influence des mythes, rumeurs, stéréotypes et préjugés sur les conflits au Rwanda, au Burundi et dans la partie orientale de la RDC. A pris la direction organisationnelle d'un projet d'élaboration d'une stratégie d'Alert au Kenya et, à ce titre, a géré un budget de plus de 250 000 GBP par an.

A sollicité et obtenu, à l'issue d'une procédure ouverte, le poste de membre de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation établie au Kenya conformément au point 4 de l'agenda fixé par l'accord de paix signé en février 2008 pour mettre fin aux violences postélectorales ayant secoué le pays. A prêté serment le 3 août 2009 devant le président de la Cour suprême du Kenya après avoir réussi un entretien et s'être soumise à une procédure rigoureuse de contrôle.

A pris une part prépondérante aux travaux de diverses commissions, notamment dans le domaine de la finance et de l'administration, ainsi que de la supervision d'un budget pouvant atteindre 12,5 millions d'USD.

Après avoir mené à bien les travaux de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation jusqu'à sa dissolution en août 2013, a effectué plusieurs missions de conseil juridique dont la dernière vise la participation des femmes au processus de paix en Colombie.

En janvier 2015 a ouvert un cabinet d'avocats travaillant pour un petit groupe de clients choisis – à la fois nationaux et internationaux – relevant de plusieurs secteurs d'activité.

Membre de plusieurs conseils d'administration y compris chez Total Kenya PLC, dont elle préside le comité d'évaluation des risques de gouvernance et au comité d'audit duquel elle siège également.

Éducation

Université de Leeds, Royaume-Uni, maîtrise en étude démocratique dans le cadre d'une bourse de la Fondation Ford. Université de Buckingham, Royaume-Uni, licence en droit (BA) avec mention grâce à une bourse Chevening accordée par le British Council. Avocate près la Cour suprême du Kenya. Agréée comme CPA (Certified Public Secretary) au Kenya. Certificat en pétrole & gaz du Strathmore University Extractives Industry Centre, Strathmore Law School. Certificat en droit de la concurrence de la Kenya School of Law.

Références et affiliations

Disponibles sur demande
